



Programme indicatif de travail de la commission des finances

janvier et février 2026

Sauf mention contraire, les réunions se tiennent dans la salle de la commission

Ce document est transmis à titre purement indicatif et est susceptible d'être modifié à tout moment. Seule la convocation hebdomadaire fait foi.

Les rubriques en double encadré entrent dans le champ de l'article 23 bis du Règlement relatif à la présence des sénateurs

Date	Commission	Séance publique
Mercredi 28 janvier	<p><u>À 9 h 30 (salle de la commission)</u></p> <p>Audition¹ de MM. Hugues de Balathier, directeur général adjoint de France compétences, Bruno Coquet, économiste, chercheur associé au département Analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), et Mme Élise Delaître, sous-directrice de la sixième sous-direction, en charge des finances sociales, à la direction du budget, sur le thème : « Le financement de l'apprentissage »</p> <p><u>À 11 heures (salle de la commission)</u></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Examen du rapport en nouvelle lecture sur le projet de loi de finances pour 2026, <i>sous réserve de sa transmission</i> (M. Jean-François Husson, rapporteur général)</p> </div>	
Jeudi 29 janvier	<p><u>Éventuellement, le matin, à l'issue de la discussion générale (salle de la commission)</u></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Examen des amendements de séance en nouvelle lecture sur le projet de loi de finances pour 2026, <i>sous réserve de sa transmission</i> (M. Jean-François Husson, rapporteur général)</p> <p><i>Délai limite pour le dépôt des amendements de séance : À l'ouverture de la discussion générale</i></p> </div>	<u>À 10 h 30</u> <p>Sous réserve de sa transmission, nouvelle lecture du projet de loi de finances pour 2026 (A.N., n° 2247)</p>

¹ Cette audition sera diffusée en direct sur le site internet du Sénat et, le cas échéant, sur les réseaux sociaux, puis consultable en vidéo à la demande.

Date	Commission	Séance publique
Mardi 3 février	<p><u>À 15 heures (salle de la commission)</u></p> <p>Examen du rapport de M. Hervé Maurey, rapporteur pour avis, sur le projet de loi¹ n° 118 (2025-2026) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche (procédure accélérée)</p> <p><i>Délai limite pour le dépôt des amendements de commission : <u>Vendredi 30 janvier à 12 heures</u></i></p>	
Mercredi 4 février	<p><u>À 10 heures (salle de la commission)</u></p> <p>Audition² pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2^o de la LOLF, sur la dimension territoriale de la politique nationale de l'emploi (M. Emmanuel Capus, rapporteur spécial, et Mme Ghislaine Senée, rapporteure spéciale)</p>	
Mercredi 11 février	<p><u>À 9 heures (salle de la commission)</u></p> <p>Examen du rapport et élaboration du texte de la commission sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, <i>sous réserve de son dépôt</i></p> <p><u>À 10 heures (salle de la commission)</u></p> <p>Audition³ pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2^o de la LOLF, sur le secours en montagne (MM. Bruno Belin et Jean Pierre Vogel, rapporteurs spéciaux)</p>	

¹ Articles délégués au fond par la commission des affaires économiques : 1^{er} à 11 et 17.

² Cette audition sera diffusée en direct sur le site internet du Sénat et, le cas échéant, sur les réseaux sociaux, puis consultable en vidéo à la demande.

³ Cette audition sera diffusée en direct sur le site internet du Sénat et, le cas échéant, sur les réseaux sociaux, puis consultable en vidéo à la demande.

Date	Commission	Séance publique
Mardi 17 février	<p><u>À 9 heures (salle de la commission)</u></p> <p>Examen des amendements de séance aux articles délégués au fond du projet de loi¹ n° 118 (2025-2026) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche (procédure accélérée) (M. Hervé Maurey, rapporteur pour avis)</p> <p><i>Délai limite pour le dépôt des amendements de séance :</i> <u>Jeudi 12 février à 12 heures</u></p> <p>Examen du rapport de MM. Jean-François Husson et Claude Raynal, rapporteurs pour avis, sur la proposition de loi constitutionnelle n° 242 (2025-2026) visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution, présentée par Mme Élisabeth Doineau</p> <p><i>Délai limite pour le dépôt des amendements de commission :</i> <u>Lundi 16 février à 12 heures</u></p>	<p><u>À 14 h 30 et le soir</u></p> <p>Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche (procédure accélérée) (n° 118, 2025-2026)</p>
Mercredi 18 février	<p><u>À 9 h 30 (salle de la commission)</u></p> <p>Examen du rapport de M. Arnaud Bazin, rapporteur, et élaboration du texte de commission sur la proposition de loi n° 170 (2025-2026), adoptée par l'Assemblée nationale, visant à la nationalisation d'ArcelorMittal France afin de préserver la souveraineté industrielle de la France</p> <p><i>Délai limite pour le dépôt des amendements de commission :</i> <u>Lundi 16 février à 12 heures</u></p> <p><u>À 10 h 30 (salle de la commission)</u></p> <p>Audition² pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la rémunération à la performance des agents de l'État (M. Claude Nougein, rapporteur spécial)</p>	<p><u>À 16 h 30 et le soir, après 4 conventions internationales examinées selon la procédure simplifiée</u></p> <p>Suite du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche (procédure accélérée) (n° 118, 2025-2026)</p>

¹ Articles délégués au fond par la commission des affaires économiques : 1^{er} à 11 et 17.

² Cette audition sera diffusée en direct sur le site internet du Sénat et, le cas échéant, sur les réseaux sociaux, puis consultable en vidéo à la demande.

Date	Commission	Séance publique
Jeudi 19 février		<p><u>À 10 h 30 et l'après-midi, après la suite de la proposition de loi visant à réduire les retards de paiement afin de lutter contre les défaillances d'entreprises</u></p> <p>Sous réserve de son dépôt, projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscale</p>
Mercredi 25 février	<p><u>Le matin (salle de la commission)</u></p> <div data-bbox="319 848 970 1260" style="border: 1px solid black; padding: 10px;"><p>Examen des amendements de séance à la proposition de loi n° 170 (2025-2026), adoptée par l'Assemblée nationale, visant à la nationalisation d'ArcelorMittal France afin de préserver la souveraineté industrielle de la France (M. Arnaud Bazin, rapporteur)</p><p><i>Délai limite pour le dépôt des amendements de séance :</i> <u>Lundi 23 février à 12 heures</u></p></div>	<p><u>De 16 h 30 à 20 h 30</u></p> <p>Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à la nationalisation d'ArcelorMittal France afin de préserver la souveraineté industrielle de la France (n° 170, 2025-2026)</p>
Jeudi 26 février		<p><u>À 10 h 30 et l'après-midi, après la proposition de loi visant à améliorer la protection et l'accompagnement des parents d'enfants atteints d'un cancer, d'une maladie grave ou d'un handicap et la proposition de loi visant à réservier la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels</u></p> <p>Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution, présentée par Mme Élisabeth Doineau (n° 242, 2025-2026)</p>